

Rapport d'activité semestriel : JUIN 2009

Crédit Agricole Brie Picardie

Sommaire

1. Gouvernance
2. Activité
3. Résultats Financiers
4. Gestion des risques
5. Dispositif de contrôle interne
6. Tendances récentes et perspectives
7. Comptes consolidés au 30 Juin 2009
8. Rapport des commissaires aux comptes
9. Déclaration du responsable
du rapport financier semestriel.

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL BRIE PICARDIE

500, rue Saint-Fuscien - 80095 AMIENS Cedex 3
Société coopérative à personnel et capital variable
RCS AMIENS 487 625 436

Le Certificat Coopératif d'Investissement (CCI) de la Caisse Régionale est coté au second marché d'Euronext sous le code ISIN FR0010483768.

Au 30 juin 2009, au service de 978 000 clients, la Caisse Régionale compte :

- 223 agences de proximités,
- 7 Pôles Professionnels,
- 3 Pôles Habitat,
- 5 agences Banque Privée
- 5 Centres d'Affaires Entreprises

<p>Internet Mobile</p>  <p>ca-mobile.com</p>	<p>Internet</p>  <p>www.ca-briepicardie.fr <small>(coût de la communication au tarif en vigueur selon opérateur)</small></p>
<p>Fil service</p>  <p>0 969 392 392 <small>appel non surtaxé</small></p>	<p>Serveur vocal Filvert</p>  <p>0 897 650 080 <small>0,60 € TTC l'appel min.</small></p>
<p>Fil assur</p>  <p>0 969 390 010 <small>appel non surtaxé</small></p>	<p>Fil crédit</p>  <p>0 969 360 660 <small>appel non surtaxé</small></p>
<p>Fil bourse</p>  <p>0 969 323 460 <small>appel non surtaxé</small></p>	

1. Gouvernance

1.1 - Membres du conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie

NOM	Prénom	Fonction
PROFFIT	Guy	Président
DUBOIS	Denis	Président Délégué
LE GRAND	Philippe	Vice Président
BERTHE	Antoine	Membre du bureau
COUVREUR	Roland	Membre du bureau
DUFOUR	Georges	Membre du bureau
GREGOIRE	Patrice	Membre du bureau
HACHE	Hervé	Membre du bureau
DE LAMARLIERE	Jean	Membre du bureau
MARTY	Jean-Louis	Membre du bureau
MULLOT	Christian	Membre du bureau
THEVENOT	Pierre-Marie	Membre du bureau
BIZOUARD	Bernard	Administrateur
BOLLET	Francine	Administrateur
BOUCHER	Didier	Administrateur
BRULIN	Jean-Pierre	Administrateur
COURTIER	Alain	Administrateur
CROUX	Emmanuel	Administrateur
DE WAAL	Philippe	Administrateur
LESIEUR	Alain	Administrateur
GARNIER	Jérôme	Administrateur
HERTAULT	Claude	Administrateur
LEVESQUE	Bruno	Administrateur
TRUPTIL	Jean-Louis	Administrateur

1.2 Comité de Direction

Patrick CLAVELOU
Didier GOY

Directeur Général
Directeur Général Adjoint

Véronique BRIDIER RICHARD

Pascal DELHEURE

Isabelle FONTAINE

Christophe GRIFFART

Jean-Louis HOUEL

Joseph LALISSE

Jean-Michel PELAPRAT

Guy POYEN

1.3 Présentation du Conseil

La Caisse Régionale est administrée par un Conseil d'Administration composé de 24 membres au maximum pris parmi les sociétaires et nommés par l'Assemblée Générale à raison d'un tiers par département.

Les administrateurs sont nommés pour trois ans. Ils sont renouvelables par tiers chaque année.

L'âge limite pour exercer les fonctions d'administrateur a été progressivement ramené à 65 ans conformément à l'article 17 des statuts de la Caisse Régionale.

Le fonctionnement du Conseil d'Administration est régi par les statuts de la Caisse Régionale.

Le Conseil se réunit toutes les fois que les circonstances l'exigent et en général une fois par mois.

Au cours du premier semestre 2009, le Conseil d'Administration s'est réuni à 7 reprises.

1.4 Présentation des Comités

Les principaux Comités mis en place par la Caisse Régionale sont les suivants :

- Le Comité de Contrôle Interne
- Le Comité Financier
- Le Comité des Risques
- Le Comité des Prêts.

Ces instances assurent la mesure et la surveillance des risques selon leur nature (marché, taux, contrepartie...).

2. Activité

2.1. - Activité Commerciale

ACTIVITE COLLECTE

Le total Collecte s'élève à 19 milliards d'euros à fin juin 2009, en progression de 2% comparée au 30 juin 2008.

La collecte monétaire représente 3,8 milliards d'euros, en hausse de 0,1 % par rapport à la même période en 2008. Les Dépôt A Terme affichent une progression de 54,3 % qui s'explique par les encours significatifs collectés sur le nouveau DAT « Regalto » proposé sur une durée de 7 ans à taux fixe ou progressif qui allie sécurité et rentabilité. Parallèlement, le contexte de taux du premier semestre 2009 a rendu les Certificats de Dépôts Négociables moins attractifs et les encours sont en retrait de 206 Millions d'euros par rapport à juin 2008.

La collecte Epargne est en progression de 5,7 % sur un an pour atteindre 8,2 milliards d'euros à fin juin 2009. A noter l'impact de la collecte sur le livret A, qui engendre une forte évolution des livrets, avec un encours de 3,1 milliards d'euros en progression de 12,3 %.

La collecte tierce, en baisse de 0,9% par rapport au 30 juin 2008, recouvre des évolutions contrastées. D'une part les encours OPCVM subissent l'effet de la baisse des marchés financiers entre juin 2008 et juin 2009, et affichent une diminution de 5,1%, et d'autre part, l'assurance vie progresse de 2% pour atteindre 5,2 milliards d'euros.

ACTIVITE CREDITS

A fin juin 2009, le total des créances est de 13,7 milliards d'euros, en progression annuelle de 3 %.

Le montant des réalisations crédits à moyen et long terme s'élève à 1,04 milliard d'euros. Globalement ces réalisations sont inférieures de 12,5 % par rapport à la même période en 2008, mais les différents secteurs de financement affichent des tendances différentes.

• HABITAT

Les réalisations habitat sont en baisse de 24,7 % par rapport au premier semestre 2008. Toutefois, après un premier trimestre particulièrement marqué par le repli de l'activité, le deuxième trimestre a permis de constater une reprise des transactions que la Caisse Régionale a accompagnée par une forte mobilisation. Ainsi, les réalisations du deuxième trimestre 2009 ne sont inférieures que de 3,8% à celle du deuxième trimestre 2008 et les réalisations mensuelles de juin 2009 s'affichent en progression de 32% par rapport à celles de juin 2008.

L'encours habitat a progressé de 1,3%, pour atteindre 8 milliards d'euros au 30 juin 2009.

• CONSOMMATION

Les crédits à la consommation ont connu une dynamique particulièrement positive avec une évolution des réalisations de 9,1% par rapport au premier semestre 2008. Le déploiement de la carte bancaire « CARTWIN » qui, de par son adossement à un crédit revolving « Suppletis », permet un règlement à crédit, a largement participé à cette progression des réalisations.

• PROFESSIONNELS

Dans un contexte de ralentissement économique, les réalisations de crédits moyen et long terme sur le marché des professionnels sont en réduction de 15,6%. Parallèlement, les réalisations de crédit bail affichent une hausse de 15,8% pour atteindre 11,6 millions d'euros au 30 juin 2009.

Concernant le financement de la trésorerie, les encours de crédit court terme ont progressé de 6,8% et la Caisse Régionale a continué le déploiement de sa nouvelle offre d'affacturage «créances services».

• AGRICULTURE

Comparativement au premier semestre 2008 au cours duquel l'activité de financement de l'agriculture avait été portée par une conjoncture très favorable sur les marchés des matières premières agricoles, le premier semestre 2009 enregistre une diminution des réalisations de crédits à moyen et long terme de 12,3%. Le niveau des réalisations sur ce marché reste néanmoins supérieur de 13% à celui enregistré au 30 juin 2007.

• ENTREPRISES ET COLLECTIVITES PUBLIQUES

En dépit de la conjoncture morose, le marché des Entreprises a su nouer plusieurs dizaines de nouvelles relations tout en affichant de solides performances.

Des progressions importantes ont été enregistrées sur la collecte d'épargne avec une progression de +2% de nos encours moyens de DAV et +9% sur nos encours moyens de titres.

Une nouvelle obligation à trois ans a vu le jour et a répondu aux attentes de nos clients et prospects.

La production par le réseau de centres d'affaires de nouveaux crédits à moyen et long terme atteint 76 M€. Le crédit-bail à travers le financement des projets immobiliers et mobiliers atteint 17 M€.

Par ailleurs la Caisse Régionale a octroyé 26 millions d'euros de crédit dans le cadre de syndication nationale.

Les synergies entre la banque privée et les centres d'affaires ont permis au Crédit Agricole Brie Picardie de concrétiser plusieurs opérations financières de cessions-transmissions d'entreprises générant plusieurs millions d'euros de placements.

Concernant le financement des Collectivités Publiques, le dynamisme de l'activité de la Caisse Régionale s'est appuyé sur une gamme de produits en évolution et sur la tenue de réunions d'information à destination des maires. Ainsi, le montant des réalisations de crédit a progressé de 54,9% par rapport au premier semestre 2008 et ce développement des financements concerne autant les grandes collectivités que les petites.

ACTIVITE ASSURANCES

L'activité assurances de la Caisse régionale continue de se développer à un rythme significatif.

L'approche systématique « crédit / assurance » en matière d'habitat et d'automobile a permis une évolution de 4,4% du nombre de contrats « assurance auto » et « assurance multirisques habitation » en portefeuille au 30 juin 2009 par rapport au 30 juin 2008.

Concernant les assurances de personnes, l'encours des contrats est en progression de 10,4% par rapport au 30 juin 2008.

Il convient également de signaler qu'en complément des prestations classiques liées au contrat d'assurance multi risques habitation, le Crédit Agricole Brie Picardie a déployé une nouvelle offre de services à la personne. En effet, dans un contexte où les pouvoirs publics s'impliquent fortement pour leur développement, le Crédit Agricole Brie Picardie se positionne sur ce marché avec une offre haut de gamme,

En millions d'euros (arrondis au million d'euro)	30/06/08	30/06/09	Var. %	2 ^e trim. 2008	2 ^e trim. 2009	Var.
Encours de collecte	18 645	19 025	2,0%	- 71	364	435
dont collecte monétaire	3 839	3 844	0,1%	115	260	145
dont collecte épargne	7 762	8 201	5,7%	- 116	- 17	99
dont collecte tierce	7 044	6 980	- 0,9%	- 71	120	191
Encours des créances	13 337	13 737	3,0%	165	106	- 59
dont trésorerie	1 246	1 309	5,0%	- 26	- 13	12
dont équipement *	4 219	4 454	5,6%	71	41	- 30
dont habitat	7 872	7 974	1,3%	120	79	- 41
Produit Net Bancaire	283	256	- 9,8%	155	146	- 10
dont PNB d'activité	214	220	2,9%	105	112	7

proposant un modèle d'intermédiation complet pour ses clients.

Le client a accès à l'ensemble des services à domicile suivants :

- Vie quotidienne : Travaux ménagers, Collecte et livraison de linge, Petit jardinage, Petit bricolage, Gardiennage, Préparation de repas, Livraison de repas, Livraison de courses.

- Famille : Garde d'enfant, Soutien scolaire / Cours à domicile pour adultes, Assistance administrative, Assistance informatique et Internet.

- Seniors et Personnes Fragilisées : Assistance aux personnes âgées ou ayant besoin d'aide, Assistance aux personnes handicapées, Garde malade, Aide à la mobilité, Promenade d'animaux domestiques, Soins esthétiques, Conduite de véhicule, Accompagnement à l'extérieur.

Il bénéficiera également d'un avantage fiscal de 50% de réduction ou de crédit d'impôts sur la facturation des prestations réalisées et des frais de gestions liés.

LES SERVICES BANCAIRES

L'activité sur les moyens de paiement se caractérise par 525 000 cartes bancaires pour près de 7,8 millions d'opérations de retrait et près de 32,4 millions d'opérations de paiement réalisées au cours du 1^{er} semestre 2009.

La période a été marquée par le large déploiement de la carte CARTWIN. En effet, en juin 2008, le Crédit Agricole Brie Picardie lançait la première carte bancaire de paiement comptant/crédit en France.

Le Crédit Agricole, seule banque à proposer une carte multi applicative en France, donne le choix à ses clients de payer leurs achats chez tous les commerçants soit comptant, soit à crédit directement. La fonction comptant/crédit des cartes double action est en effet une véritable innovation technologique et le choix proposé à chaque paiement et retrait offre aux clients plus de simplicité et de liberté dans la gestion de leur budget.

2.2. Ressources Humaines

Au 30 juin 2009, les effectifs de la Caisse Régionale s'élèvent à 2710 ETP (Equivalents Temps Plein), soit une réduction en année mobile de près de 80 ETP dans la continuité des synergies attendues suite à la fusion des Caisses Régionales d'origine.

Essentiellement mobilisés sur l'activité commerciale, les effectifs en contact avec la clientèle représentent désormais 70 %.

La réorganisation des réseaux commerciaux passée et les équipes en place stabilisées, la Caisse Régionale s'est attachée à accroître sa performance commerciale. Le programme de formation a eu pour ambition de développer le professionnalisme des collaborateurs en accompagnant leur montée en compétence, de les préparer aux changements de comportements et de modes de vie de nos clients qui utilisent de plus en plus des canaux de communication à distance. Cette évolution s'appuie sur notre attachement à nos valeurs de banque de proximité à travers nos 223 agences.

La prise en compte de l'évolution des outils informatiques, des procédures et de la réglementation de plus en plus exigeante s'est traduite par la mise en place d'un mix formation (présentiel et didacticiel

d'auto-formation) afin de limiter les déplacements professionnels qui constituent l'un des principaux facteurs d'émission de gaz à effet de serre.

La Caisse Régionale a participé à une quinzaine de forums métiers (Amiens, Chantilly, Creil, Beauvais, Meaux...), noué et renoué des contacts avec des écoles afin de favoriser le recrutement de 70 jeunes en alternance-apprentissage et ou de contrats de professionnalisation, avec pour objectif d'intégrer ces jeunes à l'issue de leur scolarité.

La Caisse Régionale a également été partie prenante du tour de France des compétences au travers d'une manifestation nationale pour l'emploi d'handicapés en organisant à Amiens le 30 juin 2009 une rencontre avec des demandeurs d'emploi en situation de handicap .

Au cours du premier semestre 2009, la Caisse Régionale a reçu plus de 2950 candidatures et les contacts pris ont permis de recevoir près de 300 personnes en entretien collectif et un peu plus de 200 en entretien individuel.

Nonobstant la crise économique, 72 salariés ont été embauchés sur le premier semestre dont 59 dans les métiers commerciaux du réseau de proximité.

2.3. Vie mutualiste et implication territoriale

Temps fort de la vie mutualiste, le premier semestre a été marqué par la tenue des assemblées des 91 Caisses Locales. Plus de 16 000 sociétaires et clients ont participé à ces réunions organisées autour du thème «Le Crédit Agricole Brie Picardie, acteur de la vie locale» ; une occasion de répondre aux nombreuses questions et inquiétudes liées à la crise mais aussi une tribune où 160 clients issus du monde professionnel ou associatif sont venus témoigner de l'appui constant que leur banque leur avait apporté tout au long de leurs projets.

En cette période économique difficile, le rôle primordial de capteur et de relais d'informations que jouent les 970 administrateurs de Caisses Locales est apparu plus que jamais. La Caisse Régionale a mis en place à leur attention un plan de formation dont 110 d'entre eux ont déjà bénéficié en ce début d'année.

Plus que jamais le Crédit Agricole Brie Picardie s'est affirmé comme la banque partenaire de son territoire :

- en poursuivant tout d'abord ses concours aux grandes institutions et événements sportifs ou culturels de sa région (Festival de l'Oiseau d'Abbeville, Maison de la culture d'Amiens, Festival des Forêts de Compiègne, Festival Django Reinhard de Samois, ASC d'Amiens, Bouc Volley de Beauvais,...)

- en épaulant le développement de ses partenaires comme il l'a fait, par exemple, en diffusant auprès de sa clientèle la carte Balad Pass émise par le comité du tourisme de Seine et Marne contribuant ainsi à l'essor des entreprises touristiques de ce département.

Le fonds d'initiative locale géré par le réseau de Caisses Locales a lui aussi été particulièrement actif durant ce premier semestre avec l'octroi de subventions d'investissement à 32 projets, balayant les domaines d'intervention les plus larges, de l'appui au rayonnement du Château de Chantilly au soutien aux jeunes des banlieues de Creil, en passant par l'aide au maintien des personnes à domicile en milieu rural.

3. Résultats Financiers

3.1 Les comptes sociaux ⁽¹⁾

3.1.1. Le Compte de Résultat

Le PNB à fin juin 2009 s'élève à 255,7 millions d'euros en baisse de 9,8 % par rapport à celui enregistré à la même période en 2008.

Le PNB clientèle constitué de la marge d'intermédiation globale, des commissions de collecte, des services et des commissions d'assurances se situe en juin 2009 à 219,8 millions d'euros en hausse de 2,9 % par rapport à juin 2008.

La marge d'intermédiation globale est de 115,3 millions d'euros en progression de 4,1 % par rapport à juin 2008. Les commissions assises sur les encours de la collecte en assurance vie et valeurs mobilières diminuent compte tenu de la moindre valorisation de ces produits impactés par la baisse des marchés financiers. En parallèle, dans un contexte d'activité moindre sur les crédits et les valeurs mobilières, les produits issus des services bancaires sont en retrait de 3,6%. L'activité assurances, quant à elle, dégage des produits en augmentation de 15,4%, en ligne avec le développement commercial qui la caractérise.

Les produits issus du portefeuille titres au 30 juin 2009 marquent un repli par rapport à l'an dernier à la même période, suite à une réduction des dividendes perçus des différentes participations détenues au sein du Groupe Crédit Agricole, en premier lieu la holding SAS Rue La Boétie, et d'autre part, du fait d'une politique prudente de reconstitution de plus values, contrairement à l'an passé où la volonté de réduire l'exposition au risque actions s'était traduite par des cessions ayant généré une externalisation de plus values.

Les Charges de Fonctionnement Nettes représentent 140,5 millions d'euros à fin juin 2009 et sont en baisse de 5,5 % sur un an. A ce titre, les stricts salaires et charges sont en retrait de 2,3 % par rapport à juin 2008 et les autres charges d'exploitation nettes sont en réduction de 1 % par rapport à juin 2008, concrétisant l'amélioration des processus bancaires.

Le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 115,2 millions d'euros. En parallèle, dans un contexte dominé par l'aggravation de la crise économique, le Crédit Agricole Brie Picardie a poursuivi sa politique prudente en matière de risque qui s'est traduite par un taux de créances douteuses et litigieuses stable à 2,3 % et un taux de couverture de 73,1%.

Après intégration de la charge fiscale, le résultat net social s'établit à 73,4 millions contre 89,5 millions d'euros au 30/06/2008.

Chiffres Clés Sociaux

En millions d'euros	juin-08	juin-09	Variation en %
Produit Net Bancaire	283,4	255,7	- 9,8 %
Charges de Fonctionnement nettes	148,61	140,5	- 5,5 %
Résultat net	89,5	73,4	- 18,0 %

3.1.2. Le Bilan

Le bilan du Crédit Agricole Brie Picardie s'élève au 30 juin 2009 à 16,8 milliards d'euros et progresse de 0,1 % par rapport à décembre 2008.

Les capitaux propres à 1,97 milliard d'euros représentent 11,7 % du bilan et sont composés principalement :

- du capital social pour un montant de 277,3 millions d'euros. Le capital social se décompose d'une part, en parts sociales pour un montant de 124,8 millions d'euros, et d'autre part, en certificats coopératifs d'investissements (CCI) et certificats coopératifs d'associés (CCA) pour un montant de 152,5 millions d'euros.
- des réserves pour un montant de 1 615 millions d'euros

3.2 Les Comptes consolidés

Le bilan et les résultats consolidés s'obtiennent après agrégation du bilan et des résultats sociaux de la Caisse Régionale à ceux de l'ensemble des 91 Caisses Locales et des 3 filiales de la Caisse Régionale (Immobilière de Picardie, Société Picarde de Développement, Prospective informatique) et après élimination des opérations réciproques et retraitements de consolidation aux normes IAS.

3.2.1. Le Résultat consolidé

Au 30 juin 2009, le Produit Net Bancaire consolidé s'établit à 252,9 millions d'euros en diminution de 7,9 %.

- Le produit net des intérêts et charges assimilées s'élève à 126,8 millions d'euros, contre 106,4 millions d'euros en juin 2008, soit une progression de 20,4 millions d'euros.
- Les commissions nettes atteignent 110,7 millions d'euros en hausse de 8,2 % sous l'effet d'un changement d'affectation comptable.
- Les gains et pertes sur actifs et instruments financiers représentent 14,6 millions d'euros en retrait de 69,1 %, liés pour l'essentiel au moindre dividende perçu de nos participations au sein du groupe Crédit Agricole.
- Les autres produits nets d'activité diminuent de 17,8 millions d'euros, évolution impactée par un changement d'affectation des commissions d'assurances qui se situent désormais dans les commissions.

Les charges générales d'exploitation s'inscrivent en baisse de 5,7 %. Concernant les charges de personnel, les principaux postes sont les salaires et traitements qui représentent 44,9 millions d'euros au 30 juin 2009, et les autres charges sociales de 17,9 millions d'euros. Le Résultat Brut d'Exploitation se situe à 111,4 millions d'euros, en baisse de 10,8 %.

Le coût du risque est en retrait et atteint 14,8 millions d'euros. Après traitement de l'impôt sur les bénéfices, le résultat net (part du groupe) est de 70,8 millions d'euros contre 82,1 millions d'euros en juin 2008, soit une baisse de 13,9 %.

3.2.2. Le Bilan consolidé

Au 30 juin 2009, le total bilan consolidé est de 16,9 milliards d'euros, supérieur de 236,7 millions d'euros à celui du 31 décembre 2008.

Les évolutions significatives par rapport à décembre 2008 sont les suivantes :

- A L'ACTIF DU BILAN : les opérations avec la clientèle pour un montant de 13,8 milliards d'euros représentent 81,6 % du bilan, et sont en progression de 138,7 millions d'euros.
- AU PASSIF DU BILAN : les dettes envers les établissements de crédit, composées essentiellement par les avances accordées par Crédit Agricole S.A, progressent de 3 % et les dettes envers la clientèle diminuent de 3,8 % et représentent 22,2 % du bilan.

Les capitaux propres consolidés (part du groupe) s'élèvent à 2,1 milliards d'euros au 30 juin 2009 contre près de 1,9 milliard d'euros au 31 décembre 2008, soit une progression de 13,4 %. Cette variation s'explique par une augmentation de la réserve de réévaluation pour un montant de 222 millions d'euros engendrée par une remontée des cours de valorisation des titres disponibles à la vente (dont 143

millions d'euros au titre de La Boétie) et par l'augmentation des réserves consolidées de 97,8 millions d'euros du fait de l'affectation de résultat net de distributions du 31 décembre 2008.

Le CRD (Capital Requirements Directive) mesure la capacité des établissements de crédit à assurer une couverture minimale, par les fonds propres, des risques crédit, de marché et opérationnels. Fixé au minimum à 8%, le ratio CRD du Crédit Agricole Brie Picardie est de 13.77% au 31/12/2008.

GIE CA PRINT	éditique
GIE CETECAR	fabrication des chèquiers
GIE MONETICA	monétique
GIE EXACHEQUE	traitement des chèques
GIE SYNERGIE	informatique
GIE CEDICAM	traitement des flux financiers

Chiffres Clés Consolidés

En millions d'euros	juin-08	juin-09	Variation en %
Produit Net Bancaire	274,6	252,9	- 7,9%
Charges de Fonctionnement nettes	149,7	141,5	- 5,4%
Résultat net	82,1	70,8	- 13,9%

3.3. Participations et Filiales

L'ensemble des participations, parts d'entreprises liées et comptes courants bloqués, s'élève à 998,9 millions d'euros à fin juin 2009.

FILIALES PROPRES

Les principales filiales du Crédit Agricole Brie Picardie sont constituées au 30/06/2009 :

- De sociétés consolidées :
 - Une société holding au capital de 6,1 millions d'euros, la Société Picarde de Développement (SARL S.P.D.), qui détient des participations dans des sociétés de communication et des filiales de moyens dont la SARL Prospective Informatique.
 - La SA Immobilière de Picardie au capital de 11,6 millions d'euros, qui détient des actifs immobiliers sur le département de la Somme essentiellement à usage d'exploitation pour le Crédit Agricole Brie Picardie.
- De sociétés non consolidées :
 - La SCIAB, au capital de 2,3 millions d'euros, qui détient des actifs immobiliers sur le département de la Seine et Marne essentiellement à usage d'exploitation pour le Crédit Agricole Brie Picardie.
 - La SARL HOLDICAB, au capital de 7,6 K€, qui détient des participations dans des filiales immobilières et financières.
 - La SARL FINESPAR, au capital de 300 K€, qui détient des participations dans des filiales immobilières et financières.

FILIALES NATIONALES

Au 30 juin 2009 au sein du Groupe Crédit Agricole, la Caisse Régionale détient des participations dont les principales sont les suivantes :

- une participation dans la SAS Rue la Boétie d'un montant de 644 millions d'euros. Par ailleurs, le montant du compte courant dans la SAS rue la Boétie a augmenté lors de ce premier semestre de 23,3 M€
- une participation dans la SACAM INTERNATIONAL d'un montant de 38,2 millions d'euros.
- une participation dans la SACAM DEVELOPPEMENT d'un montant de 32,9 millions d'euros.

FILIALES DE MOYENS

Les filiales de moyens regroupent les GIE auxquels la Caisse Régionale est adhérente avec d'autres Caisses Régionales, dont les principaux sont les suivants :

3.4. Le capital social

3.4.1. Les parts sociales

Les 91 Caisses Locales, les 24 administrateurs et Crédit Agricole S.A. détiennent les 24 956 540 parts sociales de la Caisse Régionale. Le nominal des parts sociales de la Caisse Régionale est de 5€.

3.4.2. Les Certificats Coopératifs d'Associés

Les CCA sont des titres donnant droit à une rémunération sous forme de dividende. Crédit Agricole S.A. détient la totalité des 13 591 547 CCA émis par la Caisse Régionale. Le vote du porteur est requis pour les évolutions majeures du capital de la Caisse Régionale lors d'assemblées spéciales du porteur de CCA. Le nominal des CCA est de 5 €. La valorisation des CCA est égale à celle des CCI.

3.4.3. Certificats Coopératifs d'Investissements (CCI)

Les certificats coopératifs d'investissement sont des titres sans droit de vote, cotés en Bourse, qui ne peuvent être émis que par des sociétés coopératives.

L'émission de CCI permet à la Caisse Régionale de renforcer ses fonds propres, en faisant appel aux marchés financiers tout en préservant la représentativité de ses sociétaires. Les CCI sont émis au profit de détenteurs n'ayant pas à justifier de leur qualité de sociétaire.

Caractéristiques générales

Les droits et obligations relatifs aux CCI sont contenus dans les 7 articles composant le titre II Quater de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération (articles 19 sexdecies à 19 duovicies). Ces articles sont issus de la loi du 17 juin 1987 sur l'épargne qui a modifié le statut de la coopération et autorisé les banques mutualistes et coopératives à faire appel public à l'épargne par l'émission de CCI.

Les CCI ont les caractéristiques suivantes :

- Ce sont des valeurs mobilières sans droit de vote, représentatives des droits pécuniaires attachés à une part de capital, négociables et librement cessibles;
- Ils peuvent être délivrés, au choix des souscripteurs, sous la forme au porteur ou nominative;
- Ils sont inscrits en compte, tenus au nom des détenteurs : - chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur, - chez l'émetteur ou, s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs;
- Les CCI sont émis pour la durée de la société ;
- Ils ne peuvent représenter plus de la moitié du capital atteint à la clôture de l'exercice précédent ; cependant, les titres détenus par l'organe central d'un réseau mutualiste ne sont pas pris en compte pour le calcul de ce plafond (article L. 511-31 du code monétaire et financier) ;
- Les CCI sont inscrits à la cote du second marché d'Euronext.

L'Assemblée Générale Mixte de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie, qui s'est tenue le 24 mars 2009, a approuvé l'ensemble des résolutions présentées et notamment le paiement :

- D'un dividende de 1,11€ par Certificat Coopératif D'investissement Brie Picardie (FR0010483768)
- D'un dividende de 1,11€ par Certificat Coopératif d'Associé
- D'un intérêt de 4% aux parts sociales.

Ces dividendes et intérêts ont été mis en paiement à compter du 24 avril 2009, et le programme de rachat de CCI a été renouvelé.

Au 30 juin 2009, 411 854 titres ont été acquis par la Caisse Régionale dans le cadre de ce programme pour une valeur d'acquisition de 6,03 M €, soit un prix moyen de 14,65 €.

Le Certificat Coopératif d'Investissement (CCI) de la Caisse Régionale coté sur les marchés financiers sous le code ISIN FR0010483768, cotait 12,51 € à la clôture du 30 juin 2009, contre 9,77 € au 31 décembre 2008, soit une hausse de 28,04%.

4. Gestion des risques

La Caisse Régionale est exposée à plusieurs sortes de risques :

- Risques de crédit sur ses activités de financement
- Risques de liquidité
- Risques de marché
- Risque de taux d'intérêt global
- Risques opérationnels

RISQUE CREDIT

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse Régionale. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un Etat et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

Le suivi des risques de crédit au sein de la Caisse Régionale est organisé autour des comités suivants :

- *Comité des Engagements* :

Analyse et préparation des dossiers éligibles au Comité des prêts de la Caisse Régionale.

- *Comité des Provisions (Service Précontentieux et Contentieux)* :

Décide de l'orientation à donner aux dossiers transférés aux services précontentieux et contentieux, hors des délégations des Chefs de service et statue sur le niveau de provision à affecter.

- *Comité Risques Entreprises et Promotion Immobilière* :

Examine les dossiers présentant un risque né ou ayant subi une dégradation de leur note Bâle II ou détectés comme sensibles à dire d'expert.

- *Comité Risques Agences* :

Examine l'évolution des risques de l'agence (CDL et sélection de dossiers en risque né), ainsi que la connaissance et la bonne application des procédures et outils risques de la Caisse Régionale.

- *Comité Risques Siège* :

Analyse des dossiers CDL non contentieux et contentieux les plus significatifs de la Caisse Régionale, leurs niveaux de provisionnement et l'avancement des procédures de recouvrement.

Un rapport concernant les grands engagements supérieurs à 5 M€ (particuliers, professionnels, associations, agriculture) ou 7,5 M€ (promotion immobilière), ou 15 M€ (entreprises), est inscrit depuis

avril 2008 au Conseil d'Administration et est effectué trimestriellement. Tout dépassement des limites fixées dans chaque marché fait l'objet d'une décision du Conseil.

La surveillance des risques crédit s'organise autour de la détection et du provisionnement des créances en situation douteuse et de défaut, ainsi que dans le suivi d'indicateurs de risque concernant tant la dégradation de la situation de la clientèle que la qualité de l'octroi de crédit et l'efficacité du processus de recouvrement.

Enfin, la Caisse Régionale respecte les normes de passage en créances douteuses définies par la Commission Bancaire voire les renforce en disposant de délais plus courts (prêts à l'agriculture et à l'habitat considérés CDL à 90 jours au lieu de 180 jours de situation irrégulière).

Le stock de CREANCES DOUTEUSES est de 317,3 millions d'euros en juin 2009, en augmentation de 1,6 M€ par rapport à juin 2008. Le total des provisions atteint 232 millions d'euros à fin juin 2009, contre 235 millions d'euros à la même période en 2008.

Les ratios à juin 2009 sont les suivants :

- Taux de C.D.L. (total) : 2,3 % contre 2,4 % en juin 2008
- Taux des provisions : 73,1 % contre 74,5 % en juin 2008

CONTROLE DES GRANDS RISQUES

L'objet de ces règles est de s'assurer que les établissements de crédit ont une bonne dispersion de leurs risques clientèles. Ces derniers doivent donc, à tout moment, respecter les deux normes suivantes : l'ensemble des crédits consentis à un même emprunteur ne doit pas excéder 25% des fonds propres de la banque, et l'ensemble des crédits accordés aux emprunteurs, dont les encours dépassent pour chacun d'eux 10% des fonds propres, est limité à 8 fois les fonds propres de la banque. Au Crédit Agricole Brie Picardie, aucun bénéficiaire ne dépasse ces limites réglementaires.

RISQUE DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité se matérialise lorsque la Caisse Régionale ne dispose pas des ressources suffisantes pour adosser ses emplois. L'exposition au risque est mesurée par le Coefficient de liquidité (ratio réglementaire à un mois) de la Caisse régionale. Crédit Agricole S.A., en tant qu'Organe Central du Groupe assure la liquidité (et la solvabilité) des entités du Groupe.

La politique de gestion de la liquidité de la Caisse Régionale repose sur l'adossement global des ressources aux actifs à financer en capitaux et en durées. Elle se concrétise, d'une part, par une politique de collecte clientèle et, d'autre part, par une politique de refinancement auprès de Crédit Agricole S.A à taux de marché (Compte Courant de Trésorerie, Emprunts en blanc de 1 semaine à 10 ans, Avances globales pour 50% des prêts MLT accordés) ou en interbancaire, via la mise en place d'un programme d'émission d'1.7 Md€ de Titres de Créances Négociables (CDN ; BMTN).

Par rapport à la période précédente, le Coefficient de liquidité est resté stable, passant de 252 % au 31 décembre 2008 à 233 % au 30 juin 2009, soit un niveau très largement supérieur au niveau réglementaire requis fixé à 100.

RISQUE DE MARCHÉ

La Caisse Régionale est exposée au risque de marché sur les éléments de ses portefeuilles de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché).

On distingue en analyse comptable le Trading book et le Banking book. La variation de juste valeur du Trading book se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur du Banking book se traduit par un impact sur les fonds propres.

La politique de gestion du Trading book est la suivante : une enveloppe de montant a été fixée à l'intérieur de laquelle les opérations de marchés sont réalisées. En 2008 et 2009, aucune opération de Trading n'a été effectuée.

La politique de gestion du Banking book est la suivante : le montant

des excédents de fonds propres sont placés selon les cibles d'allocation de la politique financière décidées par le Conseil d'Administration. Un comité financier mensuel suit la mise en œuvre de cette politique et les résultats financiers. Une partie du Banking book a vocation à être détenue à long terme (jusqu'à l'échéance des titres) et une autre partie est considérée comme disponible à la vente.

La Caisse Régionale gère un dispositif de limite pour encadrer le risque. Il s'agit d'alertes pour le Banking book et de limites de type « stop loss » pour le Trading book (actions et dérivés).

La limite de perte sur le Trading book est de 10 M€. Les alertes sur le Banking book concernent principalement les indicateurs suivants : la perte potentielle future (VaR*), la perte en cas de scénario stress*.

* Description de la méthode utilisée pour mesurer l'exposition au risque :

VAR : La VaR à 99% - 1 an fournit la baisse de plus-values latentes et donc l'impact sur les fonds propres dans 99% des cas sur un horizon de 1 an.

La sensibilité par facteur de risque se mesure au travers du scénario de stress utilisé dans le Groupe (Actions : - 20% ; Taux : +200 bps ; Alternatif : -10% ; monétaire dynamique : -2.5 %).

Il n'y a pas eu de diligence spécifique de la part des Commissaires aux Comptes sur ces données.

Dans le respect des orientations de la politique financière, la Caisse Régionale a poursuivi la réduction de son exposition au risque de marché sur l'ensemble des natures de titres.

Ainsi, l'allocation du portefeuille Titres est, à l'image de 2008, marquée par un renforcement des actifs monétaires. De plus, le compartiment «actions» est composé essentiellement de lignes à capital garanti ou protégé.

La valorisation du portefeuille de placement s'élève à 755 M€, contre 817 M€ au 30/06/2008.

La part sans risque du portefeuille de placement ressort à 85% suite au renforcement des actifs monétaires.

La volatilité du portefeuille s'est réduite entre le 30/06/2008 et le 30/06/2009, passant de 1,82% à 1,45%.

RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL

La Caisse Régionale est soumise au risque de taux d'intérêt global (RTIG) sur l'ensemble de son bilan et hors bilan hors trading.

Le risque de taux sur l'année (N+1) se concrétise par la sensibilité du PNB à une variation des taux de marché de 1%. Ce risque est dû à la différence de variation de taux entre les ressources au passif de la Caisse Régionale et les emplois à l'actif de la Caisse Régionale.

La politique de gestion du risque de taux est la suivante :

- L'exposition au risque de taux de la Caisse Régionale doit rester dans des limites en proportion de son PNB. La Caisse Régionale fixe des limites à son risque de taux au travers d'une sensibilité maximum du PNB à une variation des taux.
- Un comité financier mensuel examine l'exposition au risque de la Caisse Régionale et prend toutes décisions permettant de respecter la politique financière décidée par le Conseil d'Administration.
- La Caisse Régionale intervient dans la constitution de son bilan en proposant à la clientèle des produits financiers qui lui permettent d'éviter la constitution du risque de taux. Lorsqu'un risque de taux se forme, une couverture de taux est mise en place de façon à compenser ce risque. Les couvertures se font généralement sous la forme de swaps d'échange de condition d'intérêt.

Au cours du premier trimestre 2009, le risque de taux de la Caisse Régionale a peu évolué, en conservant une légère sous-exposition au gap de taux fixe. Cette exposition reste donc conforme aux préconisations du groupe Crédit Agricole.

RISQUES OPERATIONNELS

I. Description - Définition

Le Risque Opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des per-

sonnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus mais risque stratégique et de réputation exclus.

Le dispositif de gestion des Risques Opérationnels, décliné dans la Caisse Régionale Brie Picardie, comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe :

- gouvernance de la fonction gestion des risques opérationnels : supervision du dispositif par la Direction Générale, rôle du Département Contrôle Permanent et Conformité en matière d'animation et suivi du dispositif et de synthèse, responsabilisation des managers des services opérationnels dans la maîtrise de leurs risques,
- identification et évaluation qualitative des risques à travers des cartographies, complétées par la mise en place d'indicateurs permettant la surveillance des processus les plus sensibles,
- collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes pour les incidents significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque,
- calcul et allocation des fonds propres réglementaires au titre des Risques Opérationnels au niveau consolidé et au niveau de la Caisse Régionale,
- réalisation périodique d'un tableau de bord des risques opérationnels au niveau de la Caisse Régionale.

II. Principales évolutions et/ou actions

1 - Organisation et dispositif de surveillance des risques

L'organisation de la gestion des Risques Opérationnels de la Caisse Régionale s'intègre dans l'organisation globale de la ligne métier Risques et Contrôles Permanents du Groupe : le Responsable des Risques Opérationnels de la Caisse Régionale est rattaché au Responsable de Département Contrôle Permanent et Conformité de la Caisse Régionale.

Le Management du Risque Opérationnel rapporte régulièrement sur son activité et sur le niveau d'exposition au risque dans le cadre d'un Comité de Contrôle Interne réuni mensuellement dont la Présidence est assurée par le Directeur Général de la Caisse Régionale. Le Management du Risque Opérationnel intervient ponctuellement auprès des Comités de Contrôle Interne et de Direction.

L'organe exécutif est par ailleurs informé à minima trimestriellement par un tableau de bord après intégration des dernières Collectes des incidents et pertes avérés du Risque Opérationnel dans le cadre du dispositif de recensement de la Caisse Régionale. Le contrôle périodique et les contrôleurs du deuxième degré de deuxième niveau sont destinataires de ces informations.

L'organe délibérant est informé semestriellement sur l'évolution du coût du risque et les événements marquants du dispositif.

Le dispositif de gestion du risque opérationnel couvre intégralement le périmètre opérationnel et fonctionnel de la Caisse Régionale. Les GIE et autres filiales sont dotés de leurs propres dispositifs de gestion et de surveillance. Le déploiement d'un dispositif au sein des filiales entrant dans le périmètre de Contrôle Interne de la Caisse Régionale est en cours.

2 - Méthodologie

La Caisse Régionale met en œuvre la Méthodologie Groupe de calcul des fonds propres en méthode Avancée (AMA = Advanced Measurement Approach)

La méthode AMA de calcul des fonds propres au titre du Risque Opérationnel a pour objectifs principaux :

- D'inciter à une meilleure maîtrise du coût du Risque Opérationnel ainsi qu'à la prévention des risques exceptionnels.
- De déterminer le niveau de fonds propres correspondant aux risques mesurés, pouvant se situer en deçà de la méthode standard.
- De favoriser l'amélioration de la qualité des contrôles permanents dans le cadre du suivi de plans d'actions.

Les dispositifs Groupe mis en place dans la Caisse Régionale visent à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction

risques, déclaration périodique des expositions au Risque Opérationnel ...) et des critères quantitatifs Bâle II (intervalle de confiance de 99,9% sur une période de un an ; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarii et de facteurs reflétant l'environnement ; prise en compte des facteurs de risque influençant la distribution statistique, ...).

Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel de type « lost distribution Approach » qui est unique au sein du Groupe. L'allocation du capital de la Caisse Régionale est prise en charge par celle-ci à partir de principes définis au niveau national.

Les principes qui ont gouverné la conception et la mise au point du modèle sont les suivants :

- Intégration dans la politique de risques ;
- Pragmatisme, la méthodologie devant s'adapter aux réalités opérationnelles ;
- Caractère pédagogique, de manière à favoriser l'appropriation par la Direction Générale et les métiers ;
- Robustesse : capacité du modèle à donner des estimations réalistes et stables d'un exercice à l'autre.

Ce modèle a été régulièrement validé par le Comité des normes et méthodologies du Groupe Crédit Agricole, présidé par le Directeur des Risques et Contrôles Permanents Groupe.

La Caisse Régionale applique la méthodologie Standard (TSA = The Standard Approach) pour ses filiales. L'exigence en fonds propres est liée dans cette méthode aux produits nets bancaires répartis par lignes métiers, multipliés par un facteur de pondération reflétant le risque lié à l'activité, donné par le régulateur.

3 - Principales actions intervenues au 1^{er} semestre 2009

Au premier semestre 2009, la Caisse Régionale a continué à renforcer son dispositif qualitatif et quantitatif d'identification, d'évaluation, de prévention et de surveillances des Risques Opérationnels.

Dans ce cadre, les actions suivantes ont été conduites :

- La fiabilisation du dispositif de Collecte des Incidents et des Pertes s'est poursuivie notamment grâce au rapprochement comptable.
- Une cartographie des Risques Opérationnels 2008 dite « allégée » a été élaborée afin de répondre aux exigences de la réglementation.
- L'analyse des 18 Scénarios Majeurs de l'année 2009 a été initiée au 1^{er} semestre, après rappel de la démarche au Comité de Contrôle Interne.
- Un nouvel outil « Europ@net » est en cours de mise en place ; ce qui oblige à valider la reprise des données existantes afin de permettre le lancement de la nouvelle campagne de Cartographie des Risques Opérationnels prévue pour septembre 2009.

Au 30 juin 2009, l'encours des provisions pour risques opérationnels se situe à 19,6 millions d'euros.

5. Dispositif de contrôle interne

LE CONTROLE PERMANENT

Le dispositif de Contrôle Interne est défini comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature permettant la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations traitées.

Conformément au CRBF 97-02 modifié en mars 2005 et selon les préconisations de Crédit Agricole S.A., la responsabilité du Contrôle Interne est désormais partagée entre trois fonctions directement rattachées au Directeur Général :

- le Responsable de Contrôle Permanent,
- le Responsable du Contrôle de la Conformité,
- le Responsable du Contrôle Périodique.

Le dispositif mis en place par la Caisse Régionale repose sur l'indépendance et la spécialisation des contrôles qui se répartissent en trois catégories :

- les **contrôles permanents de premier degré** réalisés par l'encadrement des services ou des agences,
 - les **contrôles permanents de deuxième degré** permettant aux services ayant délégué des activités, notamment en agences, de s'assurer du respect des procédures.
- Un contrôle permanent de second niveau est aussi exercé par les fonctions spécialisées de contrôle : Contrôle des Risques Crédit, Contrôle Comptable et Financier, Contrôle de la Conformité.
- les **contrôles périodiques du Service Contrôle Périodique**, qui constituent le troisième degré. Ce service agit en toute indépendance dans le cadre d'un cycle pluriannuel.

La coordination des fonctions de contrôle et le suivi du dispositif de Contrôle Interne sont assurés par un **Comité de Contrôle Interne** se réunissant mensuellement et dont la Présidence est assurée par le Directeur Général.

Le Responsable du Département Contrôle Permanent et Conformité rend compte semestriellement au Conseil d'Administration de l'activité de contrôle interne au sein de la Caisse Régionale et des principales évolutions sur chaque domaine de risque.

Poursuivant sa mise en conformité avec les exigences réglementaires, la Caisse Régionale a engagé un vaste chantier visant à mettre en place un dispositif de contrôles entièrement revisités tant pour les services du siège que pour le réseau. Compte tenu de son ampleur, un déploiement opérationnel progressif du premier plan de contrôles cible piloté dans l'outil national « SCOPE » (Système de Contrôles Permanents) a été initié au premier semestre 2009, avec quelques services du siège et 3 secteurs d'agences (un par département)

Enfin, la Caisse Régionale a mis en place le Référentiel de Contrôles « 2.2 consolidés » selon les préconisations du Groupe Crédit Agricole. Tous les contrôles ainsi référencés sont désormais réalisés chaque trimestre. Le résultat de l'exercice de ces contrôles est communiqué selon la même périodicité à Crédit Agricole S.A. via l'outil national dédié « SCOPE ».

LA PREVENTION ET LE CONTROLE DES RISQUES DE NON-CONFORMITE

Au cours du 1^{er} Semestre 2009, la Caisse Régionale a poursuivi la refonte de son dispositif de prévention et de contrôle des risques de non-conformité. Elle repose notamment sur la formation Déontologie et Lutte contre le Blanchiment du personnel encadrant des Réseaux et des services du siège, chargés de démultiplier celle-ci auprès de l'ensemble de leurs collaborateurs, l'adoption d'une nouvelle politique d'entrée en relation, le contrôle de l'utilisation de l'outil national « Vente Personnalisée » dans le cadre de la MIF, l'accomplissement des obligations déclaratives vis-à-vis des autorités de tutelle...

LE CONTROLE PÉRIODIQUE

Les principales actions menées par le Service Contrôle Périodique au cours du 1^{er} semestre 2009 ont été :

- la mise à jour de la cartographie 2009 des risques auditables et des plans annuel et pluriannuel d'audit en découlant, conformément à la méthodologie préconisée par le Groupe Central CA SA
- la réalisation de 25 audits d'agences traditionnelles présentés aux Comités de Contrôle Interne.

6. Tendances récentes et perspectives

6.1 Événements récents

DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Lors du premier semestre 2009, le Crédit Agricole Brie Picardie a répondu aux attentes de ses clients en matière de produits d'épargne simples, sécurisés et rentables et cela s'est traduit par une intense activité de collecte sur le livret A et le DAT « Regalto » à taux fixe ou progressif.

En parallèle, le Crédit Agricole Brie Picardie a particulièrement réaffirmé son engagement dans le financement des projets de ses clients et prospects. En effet, dans un contexte de ralentissement économique et de turbulences sur les marchés financiers, les campagnes de communication sur le crédit habitat et le crédit à la consommation ainsi que l'implication forte auprès des clientèles professionnelles ont démontré la volonté et la capacité du Crédit Agricole Brie Picardie à accompagner les projets.

Enfin au cours du 1^{er} semestre 2009, conformément à sa politique de conquête, plus de 21 000 clients sont entrés en relation avec la Caisse Régionale, bénéficiant ainsi du réseau d'agences de proximité et de l'offre de banque à distance en constante évolution.

DEVELOPPEMENT MULTICANAL

Suite à la mise en oeuvre en 2008 de quelques évolutions majeures des services en ligne, avec notamment la signature électronique pour la souscription de contrats d'épargne, l'application iPhone pour la consultation des comptes, et l'offre e-courrier permettant la dématérialisation des relevés de compte, le premier semestre 2009 a permis de confirmer une évolution significative de l'utilisation des services de banque en ligne.

Ainsi, le nombre de clients utilisateurs des services internet a progressé de 21% entre juin 2008 et juin 2009 et le nombre de connexions augmente de 14% en juin 2009 par rapport à juin 2008. De même, les ventes en ligne réalisées sur le premier semestre 2009 représentent plus du double de l'activité de toute l'année 2008. Enfin, au 30 juin 2009, près de 24 000 clients sont entrés dans un processus de dématérialisation totale des relevés de compte en souscrivant au service e-courrier.

ORGANISATION COMMERCIALE

Le premier semestre 2009 a vu se concrétiser la refonte et l'harmonisation des horaires d'ouverture des agences en fonction de leur typologie de clientèle. Depuis mai 2009, l'amplitude horaire du service à la clientèle a donc été globalement élargie, notamment en secteur urbain, et les horaires agence adaptés aux besoins et rythme de vie des clients.

Dans la même logique de facilitation de l'accès des clients aux produits et services de la banque, la Caisse Régionale a créé en mars 2009 une agence « assurances des professionnels » qui se matérialise par une plate forme téléphonique dédiée spécifiquement à l'assistance clients et la vente de contrats d'assurances IARD des professionnels et agriculteurs.

DEVELOPPEMENT DURABLE

Au cours du premier semestre 2009, la Caisse Régionale a réalisé son bilan carbone qui constitue le socle d'une politique volontariste de réduction de l'impact environnemental des activités. Les axes de travail qui en découlent s'articulent essentiellement autour de la réduction des déplacements, de la diminution de la consommation de papier et de la réduction des consommations énergétiques liées à l'éclairage, au chauffage et à la climatisation des locaux.

Concernant la consommation de papier, au-delà du développement de l'offre e-courrier permettant de dématérialiser l'envoi du relevé de compte aux clients qui le souhaitent, la Caisse Régionale a engagé des actions structurantes afin d'adapter les processus pour plus d'efficacité en diminuant la circulation interne de documents papier. Ainsi, au cours du premier semestre 2009, toutes les agences ont été équipées de scanners permettant l'archivage électronique des différents documents constitutifs du dossier client. De même, la Caisse Régionale s'est engagée dans un processus de scannérisation et gestion électronique des factures fournisseurs.

Concernant la réduction des déplacements, la Caisse Régionale a mis en service en juin 2009 ses premières salles équipées de la fonction télé-présence. Ce système innovant dont la qualité de transmission est bien supérieure à celle des équipements traditionnels de visio-conférence crée un contexte de réunion comparable à celui d'une réunion en présentiel. Il équipe désormais des salles réparties sur les trois départements et doit permettre d'augmenter significativement la part des réunions se tenant à distance et de réduire sensiblement les déplacements des collaborateurs.

Enfin, les programmes de travaux de rénovation des locaux continuent de se dérouler avec une attention toute particulière portée à l'optimisation des consommations énergétiques.

6.2 Perspectives pour le second semestre

Au moment où les incertitudes économiques restent pesantes, le Crédit Agricole Brie Picardie tient le cap qu'il s'était fixé et conserve ses objectifs d'un développement rentable et maîtrisé.

En poursuivant ses efforts de conquête, la Caisse Régionale est entrée en relation avec plus de 21 000 nouveaux clients qui pourront, eux aussi, bénéficier de la densité du parc commercial, de la multiplicité des possibilités de fonctionnement à distance, de la richesse de la gamme des produits et services à destination des différentes clientèles, et surtout de la solidité financière du Crédit Agricole Brie Picardie.

Le bilan social repose en effet sur un volume de capitaux propres très conséquents de 1,966 milliards d'euros, ce qui permet de surpasser le niveau réglementaire des ratios prudentiels et de traverser sereinement une période tourmentée au niveau de la conjoncture économique générale.

Ancré sur ses territoires, acteur de la vie économique, culturelle et sportive au travers de nombreux partenariats avec les associations et les collectivités publiques, le Crédit Agricole Brie Picardie poursuit avec détermination son développement, créant de nouvelles sources de PNB, améliorant ses processus pour plus d'efficacité, et pour apporter plus de services et de qualité à ses clients et futurs clients.

7. Comptes consolidés au 30 juin 2009

Sommaire

CADRE GENERAL

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFERES ET RESULTAT NET
BILAN ACTIF
BILAN PASSIF
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE
2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION - PARTIES LIEES
3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT
 - 3.1. *Produits et charges d'intérêts*
 - 3.2. *Commissions nettes*
 - 3.3. *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat*
 - 3.4. *Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente*
 - 3.5. *Produits et charges nets des autres activités*
 - 3.6. *Charges générales d'exploitation*
 - 3.7. *Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles*
 - 3.8. *Coût du risque*
 - 3.9. *Gains ou pertes nets sur autres actifs*
 - 3.10. *Impôts*
 - 3.11. *Variation des gains ou pertes latents ou différés*
4. INFORMATIONS SECTORIELLES
5. NOTES RELATIVES AU BILAN
 - 5.1. *Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat*
 - 5.2. *Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente*
 - 5.3. *Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle*
 - 5.4. *Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers*
 - 5.5. *Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle*
 - 5.6. *Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées*
 - 5.7. *Immeubles de placement*
 - 5.8. *Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)*
 - 5.9. *Provisions*
 - 5.10. *Capitaux propres*
6. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE
7. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A FIN DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE
8. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2009

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse régionale Brie Picardie est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse régionale Brie Picardie, 91 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'Entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et les comptes des filiales consolidables.

De par la loi bancaire, la Caisse régionale Brie Picardie est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Intérêts et produits assimilés	3.1	355 039	734 092	358 659
Intérêts et charges assimilées	3.1	-228 215	-531 100	-252 262
Commissions (produits)	3.2	134 670	234 088	116 918
Commissions (charges)	3.2	-23 941	-33 864	-14 584
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	-7 166	-44 265	-17 375
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	21 790	82 895	64 682
Produits des autres activités	3.5	1 373	50 054	19 422
Charges des autres activités	3.5	-623	-2 374	-896
PRODUIT NET BANCAIRE		252 927	489 526	274 564
Charges générales d'exploitation	3.6	-135 195	-268 393	-143 379
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-6 331	-12 938	-6 277
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		111 401	208 195	124 908
Coût du risque	3.8	-14 773	-36 912	-24 538
RESULTAT D'EXPLOITATION		96 628	171 283	100 370
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	15	1 410	130
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
RESULTAT AVANT IMPOT		96 643	172 693	100 500
Impôts sur les bénéfices	3.10	-25 888	-37 171	-18 359
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
RESULTAT NET		70 755	135 522	82 141
Intérêts minoritaires			1	
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		70 755	135 521	82 141

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Ecarts de conversion				
Actifs disponibles à la vente		221 569	(641 733)	(379 435)
Instruments dérivés de couverture		(295)	(673)	1 353
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence		221 274	(642 406)	(378 082)
QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence		-	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe	3.11	221 274	(642 406)	(378 082)
Résultat net part du groupe		70 755	135 521	82 141
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe		292 029	(506 885)	(295 941)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires			1	
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		292 029	(506 884)	(295 941)

Les montants sont présentés net d'impôts.

BILAN ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2009	31/12/2008
CAISSE, BANQUES CENTRALES		86 998	106 753
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5.1	95 551	117 114
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		42 281	34 127
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	5.2 - 5.4	1 470 725	1 284 483
PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5.3 - 5.4	824 771	807 636
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	5.3 - 5.4	13 752 489	13 613 755
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		2 705	2 705
ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHEANCE		199 374	217 895
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES (1)		73 131	96 994
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		226 702	256 873
ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES			
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE			
IMMEUBLES DE PLACEMENT	5.7	1 773	1 815
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5.8	86 360	86 116
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5.8	2 796	2 650
ECARTS D'ACQUISITION			
TOTAL DE L'ACTIF		16 865 656	16 628 916

(1) Les lignes « Actifs d'impôt courant » et « Actifs d'impôts différés » sont désormais regroupées sur la ligne « Actifs d'impôts courants et différés ». La présentation des données au 31/12/2008 a été modifiée en conséquence.

BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2009	31/12/2008
BANQUES CENTRALES			
PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5.1	24 704	22 033
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		16 313	12 854
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5.5	10 341 554	10 035 823
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	5.5	3 736 019	3 883 132
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	5.6	125 832	281 258
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		32 553	25 491
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES (1)		11 659	
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		187 399	235 057
DETTES LIEES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES			
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE			
PROVISIONS	5.9	81 642	76 012
DETTES SUBORDONNEES	5.6	177 512	178 182
TOTAL DETTES		14 735 187	14 749 842
CAPITAUX PROPRES			
	5.10		
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		2 130 466	1 879 058
CAPITAL ET RESERVES LIEES		1 650 611	1 653 550
RESERVES CONSOLIDEES		374 085	276 246
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFERES		35 015	-186 259
RESULTAT DE L'EXERCICE		70 755	135 521
INTERETS MINORITAIRES		3	16
TOTAL CAPITAUX PROPRES		2 130 469	1 879 074
TOTAL DU PASSIF		16 865 656	16 628 916

(1) Les lignes « Passifs d'impôt courant » et « Passifs d'impôts différés » sont désormais regroupées sur la ligne « Passifs d'impôts courants et différés ». La présentation des données au 31/12/2008 a été modifiée en conséquence.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Capital et réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (3)	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées (1)	Elimination des titres auto-détenus						
<i>(en milliers d'Euros)</i>									
Capitaux propres au 31 décembre 2008	259 000	1 670 795	0	1 929 795	-186 259	135 521	1 879 058	15	1 879 073
Variation de capital	-972			-972			-972		-972
Variation des titres auto détenus	-1 967			-1 967			-1 967		-1 967
Affectation du résultat 2008		97 840		97 840		-97 840	0		0
Distributions versées en 2009 (2)				0		-37 681	-37 681		-37 681
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				0			0		0
Mouvements liés aux stock options				0			0		0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-2 939	97 840	0	94 901	0	-135 521	-40 620	0	-40 620
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (3)	0	0	0	0	221 687	0	221 687	0	221 687
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Résultat au 30/06/2009				0		69 475	69 475		69 475
Autres variations : déconsolidation Force Oise				0		-413	867	-12	855
Capitaux propres au 30 juin 2009	256 061	1 768 635	0	2 024 696	35 015	70 755	2 130 467	3	2 130 470

(1) : Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

(2) : Dividendes servis par la Caisse régionale: 38 846 K€, retraitements d'élimination :- 5 396 K€ et dividendes servis par les Caisses Locales : 4 231 K€.

(3) dont une augmentation de 143.566 K€ des réserves recyclables liée à l'augmentation de la juste valeur des titres SAS Rue la Boétie dans le cadre de la modification des modalités de valorisation du titre SAS Rue la Boétie telle que décrite sous le tableau du « résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres »

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	1er semestre 2009	1er semestre 2008	2008
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Résultat avant impôts	96 643	100 500	172 100
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	6 373	6 326	13 103
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	16 117	29 485	34 213
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
Résultat net des activités d'investissement	-519	-1 102	-2 797
Résultat net des activités de financement	4 020	4 274	8 561
Autres mouvements	-1 927	13 016	36 586
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	24 064	51 999	89 666
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	154 500	580 940	306 476
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-298 474	-287 340	-218 432
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-95 142	-91 650	-163 238
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-13 377	28 917	-9 402
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés	6 501	-96 391	-125 704
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-245 992	134 476	-210 300
TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)	-125 285	286 975	51 466
<i>Flux liés aux participations (1)</i>	<i>19 659</i>	<i>-3 233</i>	<i>-118 011</i>
<i>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>-6 706</i>	<i>-6 852</i>	<i>-12 215</i>
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	12 953	-10 085	-130 226
<i>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)</i>	<i>-39 802</i>	<i>-40 830</i>	<i>-71 069</i>
<i>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</i>	<i>-4 798</i>	<i>-998</i>	<i>-18 485</i>
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	-44 600	-41 828	-89 554
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)	-156 932	235 062	-168 314
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	333 734	502 048	502 048
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	106 753	90 031	90 031
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	226 981	412 017	412 017
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	176 802	737 410	333 734
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	86 998	81 719	106 753
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	89 804	655 691	226 981
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-156 932	235 362	-168 314

* y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées

** composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains et comptes et prêts au jour le jour sains" tel que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs et comptes et emprunts au jour le jour" tel que détaillés en note 5.5 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2009, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse régionale Brie Picardie s'élève à 5.960 K€, portant notamment sur les opérations suivantes :

SACAM Avenir : 5.917 K€ Radian :28 K€ SACAM Machinisme : 15 K€

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale Brie Picardie à ses actionnaires, à hauteur de 37.681K€ pour le premier semestre 2009.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe

En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes consolidés semestriels résumés de la Caisse régionale Brie Picardie ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2009.

Le Groupe Crédit Agricole applique ce référentiel, en utilisant les dispositions de la norme IAS 39 dans sa version retenue par l'Union Européenne (version dite « carve out »), qui autorise certaines dérogations dans l'application pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne, à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers de la Caisse régionale Brie Picardie au 31 décembre 2008, et complétées par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de cette information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliquée à un rapport financier intermédiaire.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30/06/09 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2009. Celles-ci portent sur :

- l'interprétation IFRIC 11 issue du règlement du 1er juin 2007 (CE n° 611/2007) et relative au traitement des actions propres et des transactions intra-groupe dans le cadre de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions
- la norme IFRS 8 issue du règlement du 21 novembre 2007 (CE n° 1358/2007), relative aux secteurs opérationnels et remplaçant la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle. La première application d'IFRS 8 n'a pas entraîné de modification dans l'information sectorielle présentée par la Caisse régionale Brie Picardie. En effet, le premier niveau d'information sectorielle présentée par la Caisse régionale Brie Picardie sur les exercices précédents correspond déjà en pratique aux secteurs opérationnels à présenter selon les dispositions d'IFRS 8.
- l'amendement de la norme IAS 23 issu du règlement du 10 décembre 2008 (CE n° 1260/2008), relative aux coûts d'emprunt
- l'amendement de la norme IFRS 2 issu du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1261/2008), relative au paiement fondé sur des actions et portant sur les conditions d'acquisition des droits et annulations de transactions
- l'interprétation IFRIC 13 issue du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1262/2008), relative au programme de fidélisation des clients
- l'interprétation IFRIC 14 issue du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1263/2008) et relative au plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, aux exigences de financement minimal et à leur interaction dans le cadre de la norme IAS 19 portant sur les avantages du personnel
- la révision de la norme IAS 1 issue du règlement du 17 décembre 2008 (CE n° 1274/2008), relative à la présentation des états financiers. En application de cet amendement un état du « résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » est désormais présenté dans les états financiers et est complété par des notes annexes
- les amendements des normes IAS 32 et IAS 1, issus du règlement du 21 janvier 2009 (CE n° 53-2009), relatifs au classement de certains instruments financiers et aux informations liées à fournir
- les amendements des normes IAS 27 et IFRS 1, issus du règlement du 23 janvier 2009 (CE n° 69-2009), relatifs au coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entité associée
- 35 amendements visant à améliorer et clarifier 18 normes et issus du règlement du 23 janvier 2009 (CE n°70-2009). Il est à noter que la date de première application de l'amendement de la norme IFRS 5, et de l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle, est repoussée aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009.

A l'exception de la révision de la norme IAS 1 et la présentation du nouvel état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, l'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application de normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas retenues par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

- l'amendement de la norme IFRS 5, issu du règlement du 23 janvier 2009 (CE n° 69/2009), relatif aux filiales faisant l'objet d'un plan de vente entraînant la perte de contrôle, et l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle. Ces amendements seront appliqués pour la première fois au 1er janvier 2010

- l'interprétation IFRIC 12 issue du règlement du 25 mars 2009 (CE n° 254/2009), relative aux accords de concession de services, et qui ne concerne pas les activités du Groupe. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1er janvier 2010

- la révision de la norme IAS 27 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 494/2009), relative aux états financiers consolidés et individuels. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1er janvier 2010

- la révision de la norme IFRS 3 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 495/2009), relative aux regroupements d'entreprises. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1er janvier 2010

- l'interprétation IFRIC 16 issue du règlement du 4 juin 2009 (CE n° 460/2009), relative aux couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1er janvier 2010.

La Caisse régionale Brie Picardie n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette. Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par la Caisse régionale Brie Picardie au 30 juin 2009.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2008 de la Caisse régionale Brie Picardie et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse régionale Brie Picardie sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux, les dépréciations durables, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Périmètre de consolidation – parties liées

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2009 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 8.

3. Notes relatives au compte de résultat

3.1. Produits et Charges d'intérêts (en milliers d'euros)

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 247	6 173	3 021
Sur opérations internes au Crédit Agricole	23 266	44 009	25 037
Sur opérations avec la clientèle	304 658	628 915	304 472
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	1 405	3 436	470
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	5 055	9 808	4 664
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	19 408	41 751	20 995
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et produits assimilés			
Produits d'intérêts (1) (2)	355 039	734 092	358 659
Sur opérations avec les établissements de crédit	-313	-1 037	-556
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-184 584	-412 588	-199 788
Sur opérations avec la clientèle	-19 872	-33 753	-15 677
Actifs financiers disponibles à la vente	-23	-716	-284
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Sur dettes représentées par un titre	-2 014	-15 785	-6 894
Sur dettes subordonnées	-4 020	-8 561	-4 274
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-17 389	-58 660	-24 789
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et charges assimilées			
Charges d'intérêts	-228 215	-531 100	-252 262

(1) dont 6 820 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2009 contre 14 656 milliers d'euros au 31 décembre 2008 et 7 505 milliers d'euros au 30 juin 2008

(2) dont 2 467 milliers d'euros au 30 juin 2009 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 5 415 milliers d'euros au 31 décembre 2008 et 2 697 milliers d'euros au 30 juin 2008

3.2 Commissions Nettes

	30.06.2009			31.12.2008			30.06.2008		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 251	-1 258	-7	3 238	-2 822	416	1 736	-1 078	658
Sur opérations internes au Crédit Agricole	20 655	-17 264	3 391	37 787	-19 097	18 690	18 597	-7 255	11 342
Sur opérations avec la clientèle	28 292	-33	28 259	57 094	-74	57 020	29 123	-37	29 086
Sur opérations sur titres (1)		-179	-179		-177	-177		-177	-177
Sur opérations de change			0			0			0
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan (1)	3 891	-532	3 359	8 830	-1 776	7 054	4 841	-970	3 871
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers (2)	80 581	-4 675	75 906	127 139	-9 918	117 221	62 621	-5 067	57 554
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues (2)			0			0			0
Produits nets des commissions	134 670	-23 941	110 729	234 088	-33 864	200 224	116 918	-14 584	102 334

(1) les commissions versées et reçues dans le cadre d'engagements sur titres sont désormais rattachées aux "commissions sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan" et non plus aux "commissions sur opérations sur titres".

(2) certaines commissions de prestations de services financiers, jusque là affectées à la rubrique "commissions sur gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues", ont été réaffectées à la rubrique "commissions sur moyens de paiement et autres services bancaires et financiers". Le montant net de ces commissions s'élève à -1 millier d'euros au titre du 1^{er} semestre 2009

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	-3 888	-17 990	-4 621
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	-3 530	-26 919	-13 035
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	253	661	297
Résultat de la comptabilité de couverture	-1	-17	-16
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-7 166	-44 265	-17 375

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	30.06.2009		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur			
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)</i>			
Couvertures de flux de trésorerie			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	377	378	-1
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts</i>	377		377
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture</i>		378	-378
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
<i>Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace</i>			
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie			
Total résultat de la comptabilité de couverture	377	378	-1

(1) les variations de juste valeur sur les swaps de couverture sont enregistrées en distinguant les montants bruts de gains ou de pertes générés par chaque position sous-jacente. Cette méthode ne s'applique pas aux instruments couverts.

	31.12.2008		
	Profits	Pertes	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Couvertures de juste valeur <i>Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i> <i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)</i>			
Couvertures de flux de trésorerie <i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger <i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	11 348	11 365	-17
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts</i>	11 348		11 348
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture</i>		11 365	-11 365
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt <i>Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace</i>			
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie			
Total résultat de la comptabilité de couverture	11 348	11 365	-17

	30.06.2008		
	Profits	Pertes	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Couvertures de juste valeur <i>Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i> <i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)</i>			
Couvertures de flux de trésorerie <i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger <i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	955	971	-16
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts</i>		971	-971
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture</i>	955		955
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt <i>Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace</i>			
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie			
Total résultat de la comptabilité de couverture	955	971	-16

3.4. Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dividendes reçus	24 262	54 408	46 620
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *	-941	28 570	18 059
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)	-182	-140	-54
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	-1 349	57	57
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	21 790	82 895	64 682

* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement

3.5. Produits et charges nets des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance		-57	-29
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	-42	-94	-49
Autres produits (charges) nets	792	47 831	18 604
Produits (charges) des autres activités	750	47 680	18 526

3.6. Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Charges de personnel	-80 696	-168 584	-87 980
Impôts et taxes	-6 157	-11 427	-5 746
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-48 342	-88 382	-49 653
Charges d'exploitation	-135 195	-268 393	-143 379

Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Salaires et traitements	-44 888	-93 308	-47 893
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-4 719	-9 528	-4 727
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)		-2 228	-207
Autres charges sociales	-17 920	-32 491	-17 368
Intéressement et participation	-6 500	-18 044	-11 269
Impôts et taxes sur rémunération	-6 669	-12 985	-6 516
Total charges de personnel	-80 696	-168 584	-87 980

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dotations aux amortissements	-6 343	-13 023	-6 277
Dotations aux dépréciations	12	85	
Total	-6 331	-12 938	-6 277

3.8. Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-40 288	-95 820	-66 165
Actifs financiers disponibles à la vente			
Prêts et créances	-28 481	-79 469	-60 031
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs			
Engagements par signature	-493	-264	-61
Risques et charges	-11 314	-16 087	-6 073
Reprises de provisions et de dépréciations	25 663	58 560	41 108
Actifs financiers disponibles à la vente			
Prêts et créances	21 804	49 822	40 652
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs			
Engagements par signature	65	757	45
Risques et charges	3 794	7 981	411
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-14 625	-37 260	-25 057
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement	-638	-1 105	
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	490	1 453	-301
Récupérations sur prêts et créances amorties			820
Décotes sur crédits restructurés			
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes			
Coût du risque	-14 773	-36 912	-24 538

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	15	1410	130
Plus-values de cession	17	1415	136
Moins-values de cession	-2	-5	-6
Titres de capitaux propres consolidés	0	0	0
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
Gains ou pertes sur autres actifs	15	1410	130

3.10. Impôts

Charge d'impôt :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Charge d'impôt courant	-26 289	-65 172	-36 800
Charge d'impôt différé	401	28 001	18 441
Charge d'impôt de la période	-25 888	-37 171	-18 359

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté au 30/06/09

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	96 643	34,43%	33 274
Effet des différences permanentes			-7 795
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-335
Effet de l'imposition à taux réduit			-70
Effet des autres éléments			814
Taux et charge effectif d'impôt		26,79%	25 888

3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période, net d'impôts.

	gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors QP des entités mises en équivalence	Quote-part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture		
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Variation de juste valeur		-361 704	1 353	-360 351	
Transfert en compte de résultat		-17 731		-17 731	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote-part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (part du Groupe)	0	-379 435	1 353	-378 082	0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (part minoritaire)				0	
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (1)	0	-379 435	1 353	-378 082	0

Variation de juste valeur		-604 994	-673	-605 667	
Transfert en compte de résultat		-36 739		-36 739	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote-part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (part du Groupe)	0	-641 733	-673	-642 406	0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (part minoritaire)				0	
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (1)	0	-641 733	-673	-642 406	0

Variation de juste valeur		222 519	-295	222 224	
Transfert en compte de résultat		-950		-950	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote-part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (part du Groupe)	0	221 569	-295	221 274	0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (part minoritaire)				0	
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (1)	0	221 569	-295	221 274	0

(1) les données "total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs disponibles à la vente" se décomposent comme suit :

	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Montant brut	223 012	(673 655)	(397 611)
Impôt	(1 738)	31 249	19 529
Total net	221 274	(642 406)	(378 082)

4. Informations sectorielles

Le secteur d'activité du Crédit Agricole Brie Picardie est celui de la Banque de proximité en France. La clientèle du Crédit Agricole Brie Picardie comprend les particuliers, les agriculteurs, les professionnels, les entreprises et les collectivités locales.

Le Crédit Agricole Brie Picardie commercialise toute la gamme de services bancaires et financiers : support d'épargne (monétaire, obligataire et titres), placement d'assurance vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiements. Il distribue également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme des produits d'assurance vie.

5. Notes relatives au bilan

5.1. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	134	1 364
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	95 417	115 750
Juste valeur au bilan	95 551	117 114

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	134	75
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	134	75
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés		1 289
Juste valeur au bilan	134	1 364

Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Créances sur la clientèle		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Titres à la juste valeur par résultat sur option	95 359	115 646
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	95 359	115 646
- Actions et autres titres à revenu variable		
Juste valeur au bilan	95 359	115 646

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.06.2009	31.12.2008
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	24 704	22 033
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Juste valeur au bilan	24 704	22 033

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Titres vendus à découvert		
Dettes représentées par un titre		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	24 704	22 033
Juste valeur au bilan	24 704	22 033

5.2. Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30.06.2009			31.12.2008		
	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées				3 692	206	
Obligations et autres titres à revenu fixe	662 438	5 859	13 339	698 678	3 307	14 397
Actions et autres titres à revenu variable	23 993	2 242	358	21 667	1 042	450
Titres de participation non consolidés	784 091	39 979	412	559 500	23 021	202 270
Créances disponibles à la vente						
Créances rattachées	203			676		
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente	1 470 725	48 080	14 109	1 284 213	27 576	217 117
Impôts		3 464	4 714		1 961	5 111
Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'IS)		44 616	9 395		25 615	212 006

Les Caisses régionales de Crédit Agricole détiennent la totalité du capital de SAS Rue la Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50% des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A. Les opérations sur les titres SAS Rue la Boétie sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination de la valeur du titre. Ces opérations recouvrent par exemple les cessions de titres entre les Caisses régionales ou les augmentations de capital de SAS Rue la Boétie.

Les modalités de valorisation du titre SAS Rue la Boétie prévues par la convention de liquidité reposaient jusqu'à présent essentiellement sur la valorisation au cours de bourse des titres Crédit Agricole S.A. Elles ont été modifiées par décision unanime des Caisses Régionales et de Crédit Agricole S.A. le 19 mars 2009 afin de continuer à refléter l'objet de la société.

En conséquence, la juste valeur des titres SAS Rue la Boétie détenus par la Caisse régionale Brie Picardie s'est trouvée augmentée de 143.854 K€ et les réserves recyclables sur actifs disponibles à la vente -net d'impôt- de 143.566 K€

Le montant de 143.566 K€ représente l'écart entre la valorisation – net d'impôt - des titres SAS Rue La Boétie détenus par la Caisse régionale dans ses comptes au 30 juin 2009 et la valorisation qui aurait été obtenue en utilisant la méthode en vigueur au 31 décembre 2008.

5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30.06.2009	31.12.2008
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	6 848	42 077
dont comptes ordinaires débiteurs sains	2 189	41 044
dont comptes et prêts au jour le jour sains	4 659	1 033
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	14 446	14 446
Titres non cotés sur un marché actif	1 362	1 368
Autres prêts et créances		
Total	22 656	57 891
Créances rattachées	77	211
Dépréciations		
Valeur nette	22 733	58 102
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	90 089	223 067
Comptes et avances à terme	641 763	467 041
Prêts subordonnés	54 249	54 304
Total	786 101	744 412
Créances rattachées	15 937	5 122
Dépréciations		
Valeur nette	802 038	749 534
Valeur nette au bilan	824 771	807 636

Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2009	31.12.2008
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	12 272	18 198
Autres concours à la clientèle	13 497 777	13 399 299
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	90 400	90 400
Titres non cotés sur un marché actif	5 415	5 415
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	230 243	202 787
Comptes ordinaires débiteurs	108 766	90 030
Total	13 944 873	13 806 129
Créances rattachées	134 815	134 120
Dépréciations	327 199	326 494
Valeur nette	13 752 489	13 613 755
Opérations de location financement		
Location financement immobilier		
Location financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Total	0	0
Créances rattachées		
Dépréciations		
Valeur nette	0	0
Valeur nette au bilan (1)	13 752 489	13 613 755

(1) dont 706 967 K€ apportés en garantie à Crédit Agricole S.A. dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole aux refinancements accordés par la Société Française de l'Economie Française (SFEF) et dont 327 902 K€ apportés en garantie à Crédit Agricole S.A. dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole aux refinancements accordés par Covered Bonds. La Caisse régionale Brie Picardie conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique

	30.06.2009					
	Encours			Dépréciations		Encours nets
	Encours bruts	dont Encours dépréciés non compromis	dont Encours dépréciés compromis	dépréciations / encours non compromis	dépréciations / encours compromis	
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Administrations centrales	977					977
Etablissements de crédit	808 757					808 757
Institutions non établissements de crédit	1 200 954					1 200 954
Grandes entreprises	2 830 255	28 757	41 086	-15 949	-32 814	2 781 492
Clientèle de détail	9 912 687	93 208	115 970	-51 696	-92 620	9 768 371
Total *	14 753 630	121 965	157 056	-67 645	-125 434	14 560 551
Créances rattachées nettes (dont dépréciations 50 839 K€)						99 990
Dépréciations sur base collective						-83 281
Valeurs nettes au bilan						14 577 260

* Dont encours clientèle sains restructurés pour 28.119 milliers d'euros

	31.12.2008					
	Encours			Dépréciations		Encours nets
	Encours bruts	dont Encours dépréciés non compromis	dont Encours dépréciés compromis	dépréciations / encours non compromis	dépréciations / encours compromis	
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Administrations centrales	1 009					1 009
Etablissements de crédit	802 303					802 303
Institutions non établissements de crédit	1 163 312	1 876		-1 024		1 162 288
Grandes entreprises	2 799 225	21 003	42 621	-11 469	-34 486	2 753 270
Clientèle de détail	9 842 583	91 429	118 408	-49 930	-95 808	9 696 845
Total *	14 608 432	114 308	161 029	-62 423	-130 294	14 415 715
Créances rattachées nettes (dont dépréciations 50 424 K€)						89 029
Dépréciations sur base collective						-83 353
Valeurs nettes au bilan						14 421 391

* Dont encours clientèle sains restructurés pour 24.519 milliers d'euros

5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2008	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2009
Créances sur établissements de crédit							0
Créances sur la clientèle	326 494		33 033	-32 328			327 199
dont dépréciations collectives	83 353		5	-77			83 281
Opérations de location financement	0						0
Titres détenus jusqu'à l'échéance	0						0
Actifs financiers disponibles à la vente	2 927		182				3 109
Autres actifs financiers	3						3
Total des dépréciations d'actifs financiers	329 424	0	33 215	-32 328	0	0	330 311

5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	22 574	14 900
dont comptes ordinaires créditeurs	32	26
dont comptes et emprunts au jour le jour	22 542	14 874
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Sous-total	22 574	14 900
Dettes rattachées	66	153
Total	22 640	15 053
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	2 442	37 104
Comptes et avances à terme	10 253 019	9 919 927
Sous-total	10 255 461	9 957 031
Dettes rattachées	63 453	63 739
Total	10 318 914	10 020 770
Valeur au bilan	10 341 554	10 035 823

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Comptes ordinaires créditeurs	2 705 390	2 871 903
Comptes d'épargne à régime spécial	56 469	53 704
Autres dettes envers la clientèle	957 127	947 100
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Total	3 718 986	3 872 707
Dettes rattachées	17 033	10 425
Valeur au bilan	3 736 019	3 883 132

5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	65	591
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	125 247	277 468
. Émis en France	125 247	277 468
. Émis à l'étranger		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		5
Total	125 312	278 064
Dettes rattachées	520	3 194
Valeur au bilan	125 832	281 258
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	173 581	177 446
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel	173	
Titres et emprunts participatifs		
Total	173 754	177 446
Dettes rattachées	3 758	736
Valeur au bilan	177 512	178 182

5.7. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31.12.2008	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2009
Valeur brute	4 176						4 176
Amortissements et dépréciations	-2 361		-42				-2 403
Valeur nette au bilan	1 815	0	-42	0	0	0	1 773

Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31.12.2008	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2009
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	268 900		6 592	-465			275 027
Créances rattachées (1)							0
Amortissements & Dépréciations (2)	-182 784		-6 263	380			-188 667
Valeur nette au bilan	86 116	0	329	-85	0	0	86 360
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	16 149		226				16 375
Amortissements & Dépréciations	-13 499		-80				-13 579
Valeur nette au bilan	2 650	0	146	0	0	0	2 796

(1) Loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple.

(2) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

5.9. Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2008	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2009
Risques sur les produits épargne logement	20 350		585		-2 515			18 420
Risques d'exécution des engagements par signature	1 681		493	-45	-65			2 064
Risques opérationnels	19 546		214	-31	-45			19 684
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	1 405		1 007					2 412
Litiges divers	17 750		2 613	-1 523	-126			18 714
Participations	1 979				-14			1 965
Restructurations	0							0
Autres risques	13 301		9 009	-274	-3 653			18 383
Provisions	76 012	0	13 921	-1 873	-6 418		0	81 642

Provision épargne logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2009	31.12.2008
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 530 000	1 449 000
Ancienneté de plus de 10 ans	754 000	843 000
Total plans d'épargne-logement	2 284 000	2 292 000
Total comptes épargne-logement	431 000	448 000
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	2 715 000	2 740 000

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2009, et hors prime d'état

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2009	31.12.2008
Plans d'épargne-logement :	90 000	318 000
Comptes épargne-logement :	172 310	457 000
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	262 310	775 000

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2009	31.12.2008
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	3 040	4 000
Ancienneté de plus de 10 ans	5 650	4 290
Total plans d'épargne-logement	8 690	8 290
Total comptes épargne-logement	9 730	12 060
Total provision au titre des contrats épargne-logement	18 420	20 350

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

5.10. Capitaux propres

Composition du capital au 30 juin 2009

La Caisse régionale Brie Picardie est dotée en date du 30 juin 2009 d'un capital de 277 283 505 euros, divisé en 24 956 540 parts sociales, 16 908 614 Certificats Coopératifs d'Investissement et 13 591 547 Certificats Coopératifs d'Associés, chacun d'une valeur nominale de 5 €.

Distribution

Au titre de l'exercice 2008, la Caisse régionale Brie Picardie a procédé à la distribution de résultat suivante :

- 4 991 308 € au titre de l'intérêt aux parts sociales,
- 15 086 617 € au titre du dividende attaché aux Certificats Coopératifs d'Associés,
- 18 768 562 € au titre du dividende attaché aux Certificats Coopératifs d'Investissement (*).

(*) dont 399 027€ au titre des dividendes CCI détenus en propre et enregistrés en report à nouveau.

6. Engagements de financements et de garanties

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Engagements donnés		
Engagements de financement	2 112 350	2 027 903
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		0
. Engagements en faveur de la clientèle	2 112 350	2 027 903
Ouverture de crédits confirmés	1 325 559	1 297 607
- Ouverture de crédits documentaires	1 620	2 607
- Autres ouvertures de crédits confirmés	1 323 939	1 295 000
Autres engagements en faveur de la clientèle	786 791	730 296
Engagements de garantie	282 969	303 841
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	277	5
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	187	5
Autres garanties	90	
. Engagements d'ordre de la clientèle	282 692	303 836
Cautions immobilières	168 547	190 183
Garanties financières		
Autres garanties d'ordre de la clientèle	114 145	113 653
Autres engagements donnés (1)	1 034 869	134 226
Engagements reçus		
Engagements de financement	152	152
. Engagements reçus d'établissements de crédit	152	152
. Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	2 986 355	2 936 788
. Engagements reçus d'établissements de crédit	900 509	900 840
. Engagements reçus de la clientèle	2 085 846	2 035 948
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	775 117	767 331
Autres garanties reçues	1 310 729	1 268 617
Autres engagements reçus	6 707	5 209

(1) 706 967 K€ ont été apportés à Crédit Agricole S.A. dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole aux refinancements accordés par la Société Française de l'Economie Française (SFEF) et 327 902 K€ ont été apportés en garantie à Crédit Agricole S.A. dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole aux refinancements accordés par Covered Bonds. La Caisse régionale Brie Picardie conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

7. Evénements postérieurs à fin de la période intermédiaire

Néant.

8. Périmètre de consolidation au 30 juin 2009

Le périmètre de consolidation de la Caisse régionale Brie Picardie est composé, de la Caisse régionale seule, 91 caisses locales, trois filiales (Immobilière de Picardie, Prospective Informatique et Société Picarde de Développement)

Le Fonds dédié Force Oise a fait l'objet d'une déconsolidation au premier trimestre 2009.

Liste des filiales et fonds dédiés	Pays d'implantation	Méthode de consolidation au 30/06/2009
S.A. Immobilière de Picardie	France	Intégration globale
SARL Société Picarde de Développement	France	Intégration globale
S.A. Prospective Informatique	France	Intégration globale

Les 91 caisses locales comprises dans le périmètre de consolidation sont : AUXILIAIRE, VAL D'EUROPE, BRAY SUR SEINE, BRIE COMTE ROBERT, GATINAIS SUD, COULOMMIERS, CRECY LA CHAPELLE, DAMMARTIN EN GOELE, DONNEMARIE, CHAPELLE LA REINE ,FERTE GAUCHER, FERTE SS JOUARRE, LAGNY SUR MARNE, LIZY SUR OURCQ, LORREZ LE BOCAGE, MEAUX, MELUN, MONTEREAU, MORET SUR LOING, NANGIS, NEMOURS, PROVINS, REBAIS, ROZAY EN BRIE, TOURNAN EN BRIE, MORMANT , CHATELET FONTAINEBLEAU, ACHEUX, AILLY, BERNAVILLE, AIRAINES, CONTY, CORBIE, DOMART, DOULLENS, ESCARBOTIN, GAMACHES, HORNOY, MONTDIDIER, MOREUIL, CRECY, OISEMONT, POIX, ROSIERES, ROYE, SAINT RIQUIER, RUE, SAINT VALERY, VILLERS BRETONNEUX, ALBERT, BRAY, CHAULNES, COMBLES, HAM, NESLE, PERONNE, ROISEL, AMIENS, ABBEVILLE, VILLERS BOCAGE, UNISOMME, FORMERIE, ATTICHY, AUNEUIL, BEAUVAIS NIVILLERS, BRETEUIL, CHAUMONT, COUDRAY, CREIL, FROISSY, CREPY EN VALOIS, CREVECOEUR, LIANCOURT, MARSEILLE EN BEAUVAISIS, MERU, MOUY, NANTEUIL LE HAUDOIN, NEUILLY EN THELLE, NOAILLES, GRANDVILLERS, NOYON, PONT STE MAXENCE, RESSONS, RIBECOURT, ST JUST EN CHAUSSEE, SENLIS, SONGEONS, VEXIN, CHANTILLY, GUISCARD, UNI OISE.

8. Rapport des Commissaires aux Comptes

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2009

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

Mazars
61 rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

Aux Sociétaires
Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie
500, rue Saint Fuscien
80000 Amiens

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Brie Picardie, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, dans un contexte de forte volatilité des marchés, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe qui décrit l'incidence de l'application, à compter du 1er janvier 2009, des nouvelles normes et interprétations comptables, notamment la norme IAS 1 révisée relative à la présentation des états financiers.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 24 août 2009

Les commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

MAZARS

Eric Bulle

Franck Boyer

Guillaume Potel

9. Déclaration du Responsable

Déclaration du responsable du rapport financier semestriel du Crédit Agricole Brie Picardie

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Amiens, le 24 Août 2009

Le Directeur Général

Patrick Clavelou